

(fenêtrés À distance.09)



n° 2

12 juin 2020

Edito

SNUipp-FSU 09 13 rue du Lieutenant Paul Delpech 09000 Foix
Tel 05 34 09 35 97 e-mail : snu09@snuipp.fr Site : <http://09.snuipp.fr>

Ce bulletin vous a été adressé grâce au fichier informatique du SNUipp 09 conformément à la loi du 08/01/78.
Vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations en vous adressant au SNUipp 09

Les enseignant.es sont bien là !

#MerciLesProfs

Alors qu'on entend dire ici ou là que les personnels enseignants rechigneraient à reprendre la classe, une mise au point s'impose : non, les personnels enseignants ne sont pas dans la nature, ils s'occupent de leurs élèves.

Entre les contraintes du protocole sanitaire qui réduit de fait les capacités d'accueil et la demande légitime des familles à ce que leurs enfants reviennent à l'école (**le droit à l'éducation**), les enseignantes et les enseignants des écoles sont soumis à des injonctions paradoxales. Alors que dans leur grande majorité, les PE ont repris la classe, on les soupçonne de jouer les prolongations du confinement et le ministère, censé les soutenir, entretient le flou sur des chiffres fantaisistes. Une manière de déplacer le projecteur et de les rendre responsables d'une situation particulièrement mal gérée.

Cette campagne de dénigrement des enseignant.es, en partie entretenue par le Ministère, est relayée par certains « média ». Un reportage du JT de France 2 fustigeant les "profs décrocheurs" a suscité la colère de nombreux professionnels de l'éducation et les mises au point ont suivi...

Pendant le dé-confinement, la chasse aux enseignant.es semble donc ouverte... On n'applaudit pas ! Le prof bashing, on connaissait ! La réponse du Ministre ne s'est pas faite attendre : [il annonce vouloir sanctionner les "profs décrocheurs"](#).

A qui ou à quoi profite le prof bashing ?

- A notre Ministre qui pourra essayer de faire oublier l'impréparation et les errances de sa gestion de la crise. Car ce sont bien les équipes enseignantes qui ont porté l'Ecole à bout de bras !
- A faciliter la levée du protocole sanitaire pour relancer l'économie. L'enseignant.e est présenté.e comme un.e râleur/euse, un.e nanti.e, un frein potentiel à cette relance et devient pour l'opinion le bouc émissaire idéal.

Nous avons imaginé une fausse interview de JM Blanquer. **Bonne lecture !**

SOMMAIRE

- P.1 Les enseignant.es sont bien là !
- P.2 Gloire à l'enseignante
- P.2 Fusion CHSCT - CT : 5 syndicats (dont la FSU) claquent la porte...
- P.3 Et le droit à l'éducation dans tout ça !
- P.4 La fausse interview de Blanquer

En savoir plus :

- [Lire le communiqué du SNUipp-FSU](#)
- [#MerciLesProfs : France 2 fustige les "profs décrocheurs", les enseignants répondent - huffingtonpost](#)
- [PROFS : DU JOURNALISME DÉCROCHEUR-Arrêt sur image](#)
- [A qui profite le prof bashing ? - Café pédagogique](#)

Gloire à l'enseignant.e !

Dans ce court article, il ne va pas s'agir de développer une démonstration censée mettre en exergue l'investissement des enseignant.e.s et d'user pour ce faire des propos les plus élogieux, héroïques et parfois teintés d'une forme d'affliction qui laissent au lecteur qui était a priori convaincu, un arrière goût d'immodéré, d'exagéré.



F.S.U.

ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Ces précautions formulées, je vais quand même le faire un peu car si on a souligné à juste titre le dévouement (quel beau mot !) et l'abnégation (plus fort, encore) des personnels soignants qui, mobilisés sur le front de la pandémie, avaient droit chaque soir à des standing ovations sur les balcons haussmanniens des quartiers gentrifiés, les enseignant.e.s, dans leur champ (pas celui avec des fraises), elles, eux, non plus n'ont point démerité.

Depuis la reprise du 11 mai dernier, les enseignantes (marre de l'écriture inclusive, je mets dorénavant tout au féminin) accueillent des grappes d'élèves pour permettre à ces derniers de renouer avec un semblant de normalité. Je dis semblant, car l'école qu'ils ont retrouvé est devenue depuis cette seconde rentrée un lieu aseptisé, javérisé, monochrome, régenté par un protocole sanitaire qui brise tout élan d'empathie, de spontanéité (pas trop de contacts avec un gamin qui vient de se gameller, par exemple) et où les gestes du quotidien qu'on croyait relever de l'allant de soi, de la normalité ont été bannis de cet univers artificialisé. Malgré ces conditions d'exercice difficiles et surréalistes, nous sommes toutes là (à l'école ou à la maison) pour assurer la devenue célèbre "continuité pédagogique".

Celles qui sont physiquement présentes dans leur classe se sont très vite rendu compte que tous les gamins ne reprendraient pas le chemin de l'école et qu'il faudrait donc continuer à assurer une part des enseignements à distance, manière de conserver un lien avec les brebis égarées.

Pourtant tous nos hiérarques depuis le sommet de la pyramide Educ Nat (Ministre, Recteur, IA et IEN) ont affirmé qu'il n'était plus nécessaire de poursuivre le volet des apprentissages à distance, que cette tâche reviendrait dorénavant aux enseignantes demeurées à domicile.

Sauf que voilà, il était quand même compliqué de demander à ces dernières d'assurer un enseignement à distance à des centaines de gamins à la fois. Dès lors, point de recours.

Pourtant, si nous ne le faisons pas et malgré les limites plusieurs fois soulignées d'un enseignement téléporté, nos chères ouailles risquent fort bien de ne plus rien recevoir du tout plaçant de facto les familles dans un dilemme cornélien : santé ou éducation ?

L'évocation de cette seule idée collisionne directement avec l'argument dégainé par le gouvernement qui prétextait vouloir réouvrir rapidement et largement les écoles afin de lutter contre le décrochage et par là contre les inégalités en permettant aux élèves les plus fragiles de retrouver les bancs de l'école. Car, bien souvent, ce sont justement les élèves perçus comme les moins à l'aise dans les apprentissages, ceux qui n'ont pas les dispositions scolaires comme le diraient les sociologues, qui ne remettront pas un pied à l'école jusqu'en septembre, du moins.

Du coup, depuis la reprise, double peine, double de travail mais, car tout ne se double pas (principe issu des lois de l'économie), pas de double salaire.

Et pourtant, disons-le tout net, ces actrices de terrain, ces dignes représentantes de notre noble institution auront su faire preuve de réalisme et de pragmatisme.

Ainsi, à travers leur implication, les premières de corvée auront permis à tout un édifice de s'adapter très rapidement à une situation qui est venue, à l'instar d'un mammoth sclérosé dans un jeu de quilles, tout bouleverser et montrer que même des fonctionnaires (catégorie honnie et maintes fois décriée) étaient capables de souplesse et, osons le mot, de flexibilité.

Bref, disons-le haut et fort : "Vive nous !"

Il faudra juste s'en souvenir quand nous serons revenus à des jours meilleurs, dans le monde d'après.

A suivre, donc.

F.B.

Fusion des CHSCT et des CT : 5 syndicats claquent la porte...

Lors de la 1ère réunion Fonction Publique post confinement du 5 juin, les syndicats CGT, FA-FP, FO, FSU et Solidaires ont jugé « inacceptable » que soit abordée la suppression des CHSCT sans « tirer les enseignements » de la crise. [Voir article du Monde.](#)

Comment ne pas s'offusquer, alors que la période a confirmé l'importance du CHSCT et des échanges qui s'y déroulent, que le gouvernement persiste à vouloir en réduire les capacités et par la même les droits des personnels ?

La FSU 09 a demandé au dernier CHSCT du 11 juin que les prérogatives des CHSCT, ses moyens, son mode de fonctionnement soient conservés, confortés, que l'ensemble des organisations syndicales s'opposant à cette fusion soient entendus et que le gouvernement revienne sur sa décision.

Et le droit à l'éducation dans tout ça ?

Chacun s'accorde à penser que les mesures de restriction de la vie sociale et des déplacements ont permis de contenir l'épidémie de Covid-19, en évitant l'effondrement de notre système hospitalier. Se pose aujourd'hui la question des modalités de sortie ou d'allègement d'un confinement dont la situation sanitaire se veut rassurante. Comme semblent l'indiquer les autorités médicales, l'épidémie n'est pas nécessairement derrière nous, mais l'expérience acquise permet d'envisager une gestion plus ciblée et plus réactive d'un nouvel épisode épidémique, si celui-ci venait à se produire.

Dans ce contexte général plus favorable qu'imaginé il y a quelques semaines, la reprise de l'activité n'est pourtant pas uniforme. Certains secteurs n'ont pas redémarré ou n'ont redémarré que très partiellement. C'est très clairement le cas des écoles, dont la réouverture progressive s'accompagne d'un accueil très limité et très inégal des élèves. Dans certains territoires, souvent les plus démunis, l'accueil demeure inexistant ou quasi-inexistant pour la très grande majorité des enfants. Le ministère indique que la quasi-totalité des écoles élémentaires étaient ouvertes dans les départements de l'ouest et du sud-est de la France, à Paris et dans les Hauts-de-Seine, mais seulement 49% dans le Nord et 67% en Seine-Saint-Denis. Ces chiffres ne disent rien du nombre d'élèves réellement accueillis, pour lesquels les disparités sont encore plus criantes (40 à 50% des élèves dans certains départements, seulement 20% ailleurs et parfois moins de 10%). Ces chiffres ne disent rien non plus des effectifs d'élèves de maternelle privés de bain social, d'apprentissages fondamentaux tant en langage, qu'en motricité, qu'en exploration du monde...

C'est donc bien une crise sociale et scolaire qui se profile et qui se soldera, pour des dizaines de milliers d'enfants, par plus de cinq mois de déscolarisation, plus ou moins compensée par les familles. Au vu de la situation parfaitement anémique qui règne aujourd'hui dans bon nombre d'établissements où l'on ne sait plus très bien qui décide de quoi en matière d'accueil (Etat, collectivités territoriales, enseignants, parents), il est à craindre que la rentrée de septembre soit elle-même perturbée.

Dans un article* paru récemment Camille Peugny et Philippe Coulangeon, respectivement professeure de sociologie et directeur de recherche au Cnrs, nous indiquent que les conséquences de cette situation inédite sont anticipables. L'impact des périodes de déscolarisation est connu des spécialistes de sciences de l'éducation, qui se sont penchés sur l'effet des vacances d'été. En gros, les périodes d'interruption scolaire estivales s'accompagnent chez les enfants d'une perte de compétences cognitives, variable selon les domaines, mais d'autant plus prononcée que l'interruption est prolongée. Les différentes études soulignent le fort gradient social de cet effet. Après cinq mois d'interruption scolaire, un énorme effet « vacances d'été » va nous frapper et en priorité les territoires et les populations les plus démunies, où la réouverture des écoles publiques s'avère limitée. Le système éducatif français, qui se caractérise par une très forte emprise de l'origine sociale sur les résultats et les cursus scolaires, n'avait décidément pas besoin de cela.

Il est vrai que ces mois d'école à la carte laissent des traces dans le lien que les familles entretiennent avec elle : le volontariat des familles, mesure louable, finit par imposer un autre rapport à la scolarité. Aujourd'hui les autorités médicales pointent l'urgente nécessité de remettre nos écoles à flot, fût-ce en allégeant les contraintes du protocole sanitaire et en se concentrant sur l'éducation à l'hygiène et aux gestes barrières. Faut-il en conclure qu'il aurait fallu aller plus vite et que JM Blanquer aurait dû imposer le retour à l'école ?

Une telle position aura fait se lever beaucoup de boucliers et autres parapluies et aurait fait s'élever nombre de voix prônant le principe de précaution pour les élèves et les personnels, celui de la responsabilité collective de non-circulation du virus.

JM Blanquer sait bien cela et c'est la raison pour laquelle il affiche ses vacances apprenantes, espérant qu'elles réparent les effets de la « discontinuité pédagogique », espérant surtout se dédouaner de responsabilités à ce point (voir la fausse interview sur ce sujet).

Alors il restera encore et toujours les acteurs de terrain à la rentrée pour tenir compte de tout cela, certainement comme d'habitude sans aucun soutien de la hiérarchie. Ils s'occuperont de (tenter de) réparer, de resouder le lien avec les familles les plus fragiles et faire (re)vivre les principes tant maltraités de notre service public : l'égalité, la démocratie, la justice car la bonne santé retrouvée d'un pays ne saurait se mesurer uniquement à l'aune de la réouverture de ses bars et restaurants. Les lieux où se transmettent les connaissances sont également ceux où se construisent les « jours heureux » si chers au président de la République.

* Libération, 5 juin 2020

De nos envoyés très spéciaux: une presque-interview du SNUipp09 avec JM Blanquer

Le ministre nous a reçus dans son haras camarguais pour discuter du programme des vacances apprenantes. Il était flanqué de l'ineffable porte-parole du gouvernement et s'apprête à accueillir cet été des stages de rattrapage pour professeurs en perte de sens...

Alors Jean-Michel, ces vacances apprenantes ?

FOR-MI-DABLE! On va lutter contre les inégalités et en même temps rattraper le retard pris dans les programmes. Il s'agit de donner un contenu éducatif à cette période d'oisiveté comme, par exemple, enseigner comment traverser la rue pour trouver un job. Ce sont de futurs chômeurs, euh, pardon travailleurs, quand même.

Qui va profiter de ce dispositif ?

Un max de monde ! On table sur 700 000 désœuvrés. On met le paquet : 200 millions d'euros ! Un pognon de dingue, comme dirait l'Autre.

Justement qui va « apprendre » aux enfants sur ces temps de vacances ?

Tout le monde ! Du cuistot aux anims en passant par les profs, bien sûr. Ils ont déjà pris leurs deux mois de vacances, hein Sybeth ! Tout le monde peut apprendre aux enfants : vous savez apprendre à un enfant est une expérience fabuleuse, un don de soi !

Oui, on sait un peu. Mais vous croyez que tout le monde en est capable ?

Oui, avec un peu de formation. Il reste trois semaines, tout de même! No problème. Je ferai une petite vidéo explicative aux débutants, une interview sur BFM et hop, c'est emballé !

Vous n'avez pas de craintes sur les difficultés à trouver les professeurs ?

Non ! S'ils veulent plus de pognon, ils doivent bosser. L'argent ne se trouve pas sous les fraisiers.

Et les enfants, vous croyez qu'ils seront disponibles pour apprendre ?

Bien sûr ! Tout est sur la base du VOLONTARIAT. La consigne sera d'apprendre en s'amusant : une course en sac table de multiplications, des dictées sur smartphones, des emplettes virtuelles pour apprendre à consommer, euh, pardon, à compter. Tout est déjà disponible sur le site du Cned.



Quelle énergie !

Au ministère, on ne compte pas nos efforts. Ce qu'il faut c'est réussir la rentrée et pouvoir recommencer comme avant. Un été apprenant et ça repart.

En septembre, justement, quels consignes allez-vous passer aux équipes ?

Bien se laver les mains, mettre son masque, éviter les rhumes et les arrêts maladies. Pour le reste on se remet au travail en développant obligatoirement le travail numérique...

Vous prévoyez le besoin de poursuivre du travail scolaire à distance ?

C'est quand même bien pratique vous ne trouvez pas. Les professeurs peuvent enfin travailler sans compter leurs heures. Finis les autorisations d'absences, les arrêts maladies et les temps partiels : au boulot et puis c'est tout ! La nation a besoin de vous tous !

Joli programme...

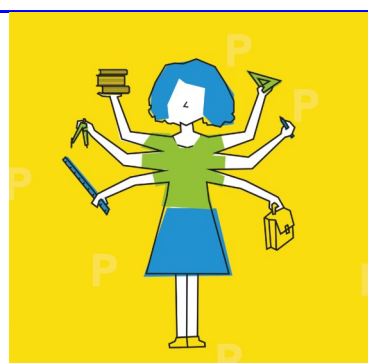
Vous voulez parler des vacances apprenantes ? Vous me flattez... tout n'est pas de moi. On a bien travaillé avec Edouard : 23 mesures tout de même !

Vous espérez toucher 700 000 enfants ?

Oui c'est cela. Sur 13 millions d'élèves, avouez que le chiffre est correct. Et en plus on compte aider le départ en vacances des plus modestes : 300 euros aux heureux élus, choisis dans les régions volontaires, vous voyez un peu la justesse-ice sociale !

Autre chose ?

Oui, on n'oublie personne. Les vacances apprenantes, c'est aussi pour les profs. Rappelez leur de bien s'inscrire aux stages de remise à niveau, y'en aura pas pour tout le monde !



Avec le SNUipp-FSU,
renforcer le pouvoir
d'agir enseignant.

Changeons l'école !

